

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAULSTRA**

26, Boulevard Péringondas  
ZA Parc de Beauvoir  
28200 Châteaudun

Références : VAT20250556  
Code AIOT : 0010000313

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement PAULSTRA implanté 26, Boulevard Péringondas ZA Parc de Beauvoir 28200 Châteaudun. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAULSTRA
- 26, Boulevard Péringondas ZA Parc de Beauvoir 28200 Châteaudun
- Code AIOT : 0010000313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAULSTRA bénéficie de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2012 l'autorisant à exploiter en régularisation une installation de fabrication d'éléments anti-vibratoires à base de caoutchouc et de métal.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Produits incompatibles NC6 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.6.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	
3	ATEX - signalisation des zones	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Adéquation matériel électrique dans les zones ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Débit des poteaux incendie NC8 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
6	réserves incendie	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.3	/	Demande d'action corrective	12 mois
7	Entretien des moyens d'intervention - portes CF	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Entretien des moyens d'intervention - détection incendie	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Alarme et détection automatique - bâtiment traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10. II	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Alarme et détection automatique -	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10. III	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	Trt de surface				
11	Entretien des moyens d'intervention - extincteurs	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Entretien des moyens d'intervention D3 – VI 21/09/21 - désenfumage et RIA	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	10 jours
13	Consignes générales d'intervention - RIA et formation	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	Registre produits	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
20	Rétention eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Atex et mention des risques NC7 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	FDS	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.1	/	Sans objet
16	Traitement de surface - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5. III	/	Sans objet
17	Installation de traitement de surface - Eclairages et chauffage des locaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5. II	/	Sans objet
18	Rétention – alarme point bas	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6. I	/	Sans objet
19	Asservissement du chauffage des cuves	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6. I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Produits incompatibles NC6 – VI 21/09/21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits incompatibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 29/11/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté que la fosse de rétention de l'atelier de traitement de surface ("chaîne tonneaux") associe des récipients contenant des produits incompatibles. La situation n'a pas évolué en 2024.</p> <p>Ce constat a donné lieu à un arrêté de mise en demeure signé le 30 octobre 2025 -article 2 : modifier les <u><b>rétentions de la chaîne tonneaux</b></u> - délai 4 mois =&gt; échéance 28 février 2026</p> <p>Lors de la présente visite, les travaux sur la chaîne de traitement tonneaux ne sont pas encore engagés.</p> <p>L'exploitant indique que 2 fosses maçonnées permettront de séparer les produits incompatibles de la chaîne de traitement.</p> <p>L'inspection consulte le devis du 16 octobre 2025 et la commande associée. Les travaux sont prévus pour la 1ere semaine de janvier 2026.</p> <p><b>Dans l'attente de la réalisation des travaux le constat est maintenu: La fosse de rétention de l'atelier traitement de surface ("Chaîne Tonneaux") associe des cuves contenant des produits incompatibles chimiquement.</b></p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
---

N° 2 : Atex et mention des risques NC7 – VI 21/09/21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage ATEX et consignes
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p><u>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</u></p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et <u>les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones</u> et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 29 novembre 2024, il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas de plan où apparaissent les zones ATEX.</p> <p>Ce constat a donné lieu à un arrêté de mise en demeure signé le 30 octobre 2025- article 2 plan de zonage ATEX- délai 2 mois =&gt; 30 décembre 2025</p> <p>Au jour de la présente visite, document présenté par l'exploitant : plan "USINE zones ATEX 03-11-25-Model" et "Plan ATEX réseau Gaz usine 03-11-25-Objet"</p> <p>Par échantillonnage l'inspection n'a regardé que le plan "USINE zones ATEX 03-11-25-Model".</p> <p>L'exploitant a également fourni le document source, définissant les zones ATEX : HUTCHINSON PAULSTRA Chateaudun - DRPE Rapport n°0797534_21616495-1 Rév.0</p> <p>L'inspection a vérifié la cohérence des données de ces 2 documents à savoir par échantillonnage le zonage ATEX des zones suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cuve GPL/dépoussiérage de la préparation TS/chargeur de la zone TS.</li> </ul> <p><b>L'écart de la précédente visite est levé: L'exploitant dispose d'un plan de zonage ATEX</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : ATEX - signalisation des zones**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b>
<u>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie,</u>

<p>d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou <u>d'atmosphères</u> nocives ou <u>explosibles</u> pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>[...]</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et [...] sont indiquées à <u>l'entrée de ces zones</u> et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des ateliers, l'inspection constate par échantillonnage que l'affichage de la zone ATEX n'est pas toujours réalisé comme sur la zone de grenailage du traitement de surface.</p> <p><b>Constat: L'affichage de la zone ATEX n'est pas toujours réalisé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Adéquation matériel électrique dans les zones ATEX

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation matériel électrique dans les zones ATEX</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Matériels utilisables en atmosphères explosibles.</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'un appel d'offre est en cours pour répondre à la prescription.</p> <p>L'inspection rappelle que le rapport mentionné ( <b>Assistance à la rédaction du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions « DRPE »</b> ) indique que suite au zonage proposé au chapitre précédent, un audit d'adéquation des installations au regard de ces zones ATEX doit être réalisé.</p>



Cet audit a consisté à vérifier pour l'ensemble des équipements concernés.

**Constat:** L'exploitant ne peut pas justifier de l'adéquation de son matériel électrique dans les zones ATEX définies.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Débit des poteaux incendie NC8 – VI 21/09/21**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, APMD 06/12/21 article 2

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2025

**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

[...] - un réseau fixe d'eau incendie constitué de 5 poteaux incendie protégés contre le gel. Ces prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Les débits des 5 poteaux incendie sont les suivants :

N°721: 132 m3/h

N°722 : 120 m3/h

N°723 :90 m3/h

N°724:135 m3/h

N°725: 165 m3/h

[...]

**Constats :**

Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté que les débits mesurés des poteaux incendie n°721, 722, 723 et 724 étaient inférieurs aux débits réglementaires. En novembre 2022, l'exploitant a déposé un rapport à connaissance proposant une nouvelle gestion des réserves d'eau

incendie.

Lors des échanges du 10 décembre 2025, l'exploitant a exprimé sa volonté de modifier ce porter à connaissance, notamment en :

- intégrant à la défense extérieure contre l'incendie les deux poteaux situés sur la voie publique (PI Chemin de Péringondas et poteau « COATEL ») ;
- intégrant le château d'eau du site comme réserve réalimentée à un débit suffisant pendant deux heures, sous réserve de justification du fonctionnement des pompes, de leurs débits et de l'alimentation permanente de la nappe ;
- supprimant la réserve incendie UPSH ;
- créant de nouvelles réserves incendie, dont l'implantation reste à définir.

Sans préjuger de l'instruction du porter à connaissance actualisé ni de l'avis du SDIS, l'inspection rappelle que :

- les poteaux incendie doivent fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar ;
- les débits doivent être mesurés en simultané selon les différents scénarios ;
- les distances entre les points d'eau et les risques à défendre doivent être précisées sur un plan.

Sur la base du porter à connaissance de 2022 et des calculs réalisés conformément au guide D9, l'avis du SDIS a été sollicité. L'exploitant devra répondre, dans le porter à connaissance actualisé, aux préconisations formulées par le SDIS dans son avis du 29 septembre 2025, notamment :

- assurer une défense incendie par des points d'eau capables de délivrer 1 050 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures (soit un volume total de 2 100 m<sup>3</sup>), situés à moins de 200 mètres des bâtiments ;
- garantir que les débits mesurés soient des débits simultanés ;
- vérifier la fiabilité des données communiquées par Véolia ;
- s'assurer que la pression de refoulement des poteaux incendie soit inférieure ou égale à 8 bars ;
- réaliser une étude des flux thermiques afin de valider les conditions d'intervention, l'inspection rappelant qu'il appartient à l'exploitant de vérifier qu'une telle étude n'a pas déjà été menée.

Les documents consultés (rapport d'intervention du 28 novembre 2025) indiquent les débits suivants à 1 bar :

- PI 721 : 101 m<sup>3</sup>/h ;
- PI 722 : 47 m<sup>3</sup>/h (travaux à prévoir) ;
- PI 723 : 82 m<sup>3</sup>/h ;
- PI 724 : 44 m<sup>3</sup>/h (travaux à prévoir) ;
- PI 725 : 150 m<sup>3</sup>/h.

Ces débits sont globalement inférieurs aux valeurs prescrites, certains étant inférieurs à 60 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs, les moyens de lutte contre l'incendie actuellement présents sur le site sont insuffisants au regard des scénarios décrits dans le porter à connaissance de 2022.

**Constat :** A la date de la visite, et au regard des calculs réalisés selon le guide D9 et repris dans le porter à connaissance de 2022, l'inspection considère que l'établissement ne dispose pas de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

**N° 6 : réserves incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, réserves incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 215 m<sup>3</sup> (château d'eau interne au site + Réserve STRAFLUID)
- 2 réserves de 60 m<sup>3</sup> chacune

**Constats :**

Selon les échanges avec l'exploitant, le site dispose de trois réserves incendie :

- le château d'eau (80 m<sup>3</sup>) ;
- la réserve UPSH (anciennement Strafluid - 135 m<sup>3</sup>) ;
- les anciennes cuves fioul inertées (2 x 60 m<sup>3</sup>).

Par sondage, l'inspection s'est rendue sur la réserve UPSH. Celle-ci est recouverte de végétation et difficilement accessible. En l'état, l'inspection la considère comme inopérante. Par ailleurs, au regard des plans de réseaux transmis par l'exploitant, il apparaît qu'une partie des eaux de ruissellement et des eaux de toiture du bâtiment technique pourrait être rejetée dans cette réserve, point restant à confirmer par l'exploitant.

L'exploitant devra, dans son porter à connaissance actualisé, définir les réserves incendie nécessaires.

**Constat : La réserve incendie UPSH est inopérante.**

**Les suites données à ce constat sont regroupées avec celles relatives au point précédent concernant l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie aux risques à défendre.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 7 : Entretien des moyens d'intervention - portes CF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant justifie, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les portes coupe-feu [...] font l'objet d'une vérification au minimum semestrielle de leur bon état de fonctionnement.

[...]

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Documents consultés:

Rapport d'intervention compartimentage - 27/11/2025

Vérif. PCF coulissante simple x 4

Vérif. PCF simple battant x1

Bat: k (batiment R&D) Etage: rdc => Vérif. PCF coulissante simple =>Non fonctionnelle

Bat: ts => Vérif. PCF coulissante simple =>Non fonctionnelle

Bat: ts => Vérif. PCF battante simple =>Non fonctionnelle

3 portes coupe feu sur 5 ne sont pas fonctionnelles.

Au jour de l'inspection, la situation est inchangée.

**Constat: L'exploitant ne peut pas justifier que les portes coupe-feu sont maintenus en bon état.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 8 : Entretien des moyens d'intervention - détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

#### **Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant justifie, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces

<p>dispositions.</p> <p>[...] <u>les systèmes de détection incendie</u> font l'objet <u>d'une vérification au minimum semestrielle</u> de leur bon état de fonctionnement.</p> <p>[...]</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Documents consultés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Système de détection incendie SDI et CMSI - Compte rendu de vérification périodique Q7 établi le 02/01/2025 ;</li> <li>• Compte rendu d'intervention - Maintenance préventive, visites des 1er et 2 septembre 2025, faisant suite à la visite réalisée du 28 juillet au 1er août 2025.</li> </ul> <p>Les contrôles ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des centrales gaz ;</li> <li>• les bâtiments UPSH, centre technique, réception, traitement de surface, administratif, M2 et gommages ;</li> <li>• les deux centrales d'extinction ;</li> <li>• les essais du réseau d'évacuation sur l'ensemble des bâtiments.</li> </ul> <p>Le rapport identifie les axes d'amélioration suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rénovation des centrales gaz CC64 et Oldham, les pièces n'étant plus disponibles en service après-vente ;</li> <li>• rénovation de la gamme ALGOREX (détecteurs DO1131A, DO115XX, DM1131, etc.), également sans disponibilité de pièces de rechange.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que les commandes correspondantes sont à venir. Ces points constituant des axes d'amélioration, ils ne sont pas considérés comme des écarts à la date de la visite.</p> <p>S'agissant des observations nécessitant une action de l'exploitant, l'inspection a procédé par échantillonnage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Bâtiment UPSH</b> : ajout d'un détecteur dans le local adjacent au local composite. L'inspection constate que la commande a été passée le 01/12/2025 ;</li> <li>• <b>Bâtiment mélange</b> : ajout d'un détecteur dans le local adjacent au local de charge des chariots. Aucune action n'a été engagée à la date de la visite.</li> </ul> <p><b>Constat : L'ensemble des observations relatives à la détection incendie n'est pas traité.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Alarme et détection automatique - bâtiment traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10. II

Thème(s) : Risques accidentels, Alarme et détection automatique

Prescription contrôlée :

II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

[...]

-dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte.

Constats :

Un système de détection incendie (SDI) est installé dans l'atelier de traitement de surface.

Les documents consultés (comptes rendus de maintenance préventive des 1er et 2 septembre 2025, faisant suite à la visite du 28 juillet au 1er août 2025) indiquent la présence de détecteurs dans le bâtiment « Traitement de surface » (installé en 2020).

Concernant la détection d'une élévation anormale de la température des vapeurs dans les systèmes d'aspiration, seule la chaîne « cadres » est équipée de thermostats sur les aspirations des bains chauffés. Selon l'exploitant, un dépassement de la température de consigne entraîne une coupure générale de l'alimentation électrique.

Des tests sur ces dispositifs n'ayant pas pu être réalisés lors de la visite, l'inspection est en attente des comptes rendus de maintenance préventive attestant de leur bon fonctionnement.

L'exploitant a transmis, par courriel du 18 décembre 2025, une photo d'un thermostat démonté et a indiqué que la température de déclenchement est de 75°C. Il a également transmis le plan de maintenance préventive du 19/0825 où le contrôle des thermostats est noté "OK".

Les chaînes de traitement « tonneaux » et « phosphatation » ne sont pas équipées de sondes de détection de hausse de température des vapeurs.

**Constat : Le système de détection incendie des chaînes « phosphatation » et « tonneaux » ne comprend pas de dispositifs de détection de l'élévation de la température des vapeurs dans les systèmes d'aspiration.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

**N° 10 : Alarme et détection automatique - Trt de surface**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10. III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alarme et détection automatique
<b>Prescription contrôlée :</b>  III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Le système de détection incendie sur les bâtiments de traitement de surface permet uniquement le déclenchement d'une alarme sonore.  <b>Constat :</b> Le déclenchement d'une alarme incendie n'entraîne pas l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Entretien des moyens d'intervention - extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant justifie, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. [...] Les extincteurs, [...] font l'objet d'une vérification au minimum annuelle de leur bon état de fonctionnement. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un

registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Document consulté: RAPPORT D'INTERVENTION - Extincteur - 4 décembre 2024 Synthèse de l'intervention : Appareil sorti 53 Bon état 499  <b>Constat : L'exploitant doit fournir le rapport réalisé en 2025.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Entretien des moyens d'intervention D3 – VI 21/09/21 - désenfumage et RIA**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant justifie, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. [...] <u>les RIA, les exutoires de fumée [...]</u> font l'objet d'une vérification au minimum annuelle de leur bon état de fonctionnement. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.



## Constats :

Lors de la visite du 29 novembre 2024, les rapports de contrôle des trappes de désenfumage et des RIA n'ont pas été présentés. La conformité des installations de désenfumage et des RIA n'a pas été démontrée.

Ce constat a conduit à un arrêté de mise en demeure signé le 30 octobre 2025 (article 2), imposant la transmission, sous un délai de deux mois (au plus tard le 30 décembre 2025), des rapports de contrôle attestant du bon état de ces installations.

### Désenfumage

Le document consulté est le rapport d'intervention « Désenfumage naturel » du 28 novembre 2025. Synthèse de l'intervention :

- 134 exutoires fonctionnels
- 6 fonctionnels avec travaux à prévoir
- 10 fonctionnels avec vérification partielle
- 9 non fonctionnels, dont 2 situés sur la chaîne de traitement

L'exploitant a présenté un devis du 9 décembre 2025 pour la remise en état des équipements non fonctionnels.

L'exploitant a transmis par courriel du 18 décembre 2025, la commande pour la réparation des systèmes de désenfumage datée du 16/12/25.

Toutefois, dans l'attente de la réalisation effective des travaux, la conformité de l'installation de désenfumage n'est pas démontrée.

En conséquence, la mise en demeure relative au désenfumage ne peut pas être levée. L'exploitant devra fournir un planning détaillé de mise en conformité des exutoires et, le cas échéant, solliciter un délai supplémentaire avant l'échéance de la mise en demeure, à défaut des sanctions pourront être proposées.

### RIA

Le document consulté est le rapport d'intervention « RIA & PIA » du 12 décembre 2025. Synthèse de l'intervention (35 RIA contrôlés) :

- 27 en bon état
- 1 avec pression insuffisante
- 5 avec prise de pression impossible (tuyau serti)
- 1 RIA endommagé (oxydation, choc)
- 1 robinet d'arrêt endommagé

Dans l'attente de la réalisation des travaux correctifs.

La mise en demeure relative aux RIA ne peut pas être levée. L'exploitant devra transmettre un planning détaillé de mise en conformité et, si nécessaire, demander un délai supplémentaire avant l'échéance de la mise en demeure, à défaut des sanctions pourront être proposées.

**Dans l'attente de la réalisation des travaux le constat est maintenu: L'exploitant n'a pas fourni de rapport de contrôle des RIA et des installations de désenfumage démontrant leur bon fonctionnement.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 jours

**N° 13 : Consignes générales d'intervention - RIA et formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, RIA et formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, [...]. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une procédure d'urgence mentionnant l'utilisation des extincteurs et des RIA, sans toutefois préciser les catégories de personnel autorisées à utiliser les RIA. En pratique, selon l'exploitant, seuls les équipiers de seconde intervention sont habilités à utiliser les RIA. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la formation des équipiers de seconde intervention à l'utilisation des RIA.  L'exploitant a transmis par courriel du 18 décembre 2025, le devis pour les sessions de formation des équipiers de seconde intervention.  <b>Constat: La procédure d'urgence ne formalise pas clairement la catégorie de personnel pouvant utiliser les RIA et l'exploitant ne peut pas justifier de leur formation.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Registre produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Registre produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant

<p>compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire, auquel est annexé un plan général des stockage, est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre présenté ne comporte pas l'ensemble des produits détenu sur le site. Seuls les produits à mention de dangers H400/410/411 sont répertoriés avec les quantités et mention de danger. Ces produits sont également les seuls à être présents sur le plan des stockages.</p> <p>Les solvants sont quant à eux sur un autre fichier sans mentions de dangers et ne sont pas présents sur le plan de stockage.</p> <p><b>Constat: L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement n'est pas complet ainsi que le plan de stockage.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 15 : FDS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a, à sa disposition, des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par échantillonnage, l'inspection demande à consulter les FDS du Méthyléthylcétone et du retardateur PVI.</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Traitement de surface - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5. III

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

III.-Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre.

Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

**Bâtiment de traitement de surface**

Documents consultés :

- **Rapport Q18** partiel - bâtiment « Traitement de surface - chaîne tonneaux ».

La vérification a porté sur l'ensemble des installations électriques de l'établissement, avec autorisation de coupure totale par l'exploitant. Le rapport du 13 septembre 2024 conclut que l'installation ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion. Aucune non-conformité n'a été relevée dans le périmètre contrôlé.

Lors de la visite, l'exploitant a également présenté le rapport Q18 du 29 août 2025, concluant de nouveau à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.

Le rapport électrique complet 8 octobre 2025 mentionne toutefois deux remarques, inscrites dans le suivi de l'exploitant, qui ne sont pas encore soldées.

- **Rapport Q19** : Interventions réalisées du 13 au 16 janvier 2025

Le rapport du bâtiment « Traitement de surface » fait état de plusieurs anomalies (fiches n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 12), toutes classées en priorité de niveau 2 (action à réaliser sous deux mois après réception du rapport). Par échantillonnage, l'inspection a consulté les fiches n° 2, 3 et 12, qui ont toutes fait l'objet de mesures correctives.

- **Conformité électriques des autres bâtiments**

Les rapports Q18 du 13 septembre 2024 indiquaient des risques d'incendie ou d'explosion pour les installations suivantes :

- Bâtiment soudeuses / presses / mécaniques / outillage
- Bâtiment moulage 1 / aéronautique

- Bâtiments M et L

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports Q18 du 29 août 2025, concluant que ces installations ne présentent désormais plus de risques d'incendie ou d'explosion.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 17 : Installation de traitement de surface - Eclairages et chauffage des locaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5. II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Eclairages et chauffage des locaux

**Prescription contrôlée :**

II.-[...] Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

**Constats :**

Le chauffage des bâtiments de traitement de surface se fait selon l'exploitant par circulation d'eau chaude dans des aérothermes.

Il n'existe plus de chauffage Gaz.

Les plaques constituant l'éclairage naturel sont en polycarbonate. Pendant l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier des caractéristiques au feu.

L'exploitant a transmis par courriel du 18 décembre 2025, les caractéristiques techniques des plaques de polycarbonate:

- Lexan Thermoclear - classification B-s1,d0

La notation d0 certifie que le produit n'engendre aucune goutte ni débris enflammé.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 18 : Rétention – alarme point bas

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6. I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention – alarme point bas

**Prescription contrôlée :**

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.

Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

**Constats :**

La visite de terrain a été réalisée sur la chaîne "cadre".

L'inspection constate la présence de "sonde" au niveau de la cuve 57, puis 73 et en bout de ligne.

A la demande de l'inspection, un test est réalisé au niveau du bout de la chaîne. La présence de liquide est simulé au niveau de la sonde, une alarme retentit et le niveau haut est activé sur l'écran de contrôle.

Le test est concluant.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 : Asservissement du chauffage des cuves**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6. I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Asservissement du chauffage des cuves

**Prescription contrôlée :**

Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. [...]

**Constats :**

La visite de terrain a été réalisée sur la chaîne "cadre".

L'inspection constate la présence de "sonde" au niveau de la cuve chauffée N°76.

A la demande de l'inspection, un test est réalisé au niveau de cette cuve. Le niveau bas est simulé en soulevant la sonde, un voyant orange s'allume, le témoin de chauffe s'éteint, le contacteur de puissance de l'armoire électrique s'arrête.

Le test est concluant.

L'inspection constate l'enregistrement de la maintenance préventive du 24 janvier 2025 avec le contrôle de la sonde de niveau pour la chauffe et la sonde de niveau bas.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 20 : Rétention eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention eaux d'extinction incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.[...]</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>AP auto 04/07/2012 ARTICLE 1.2.4 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES Bassin de rétention et de confinement des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie =&gt;Bassin de 4 000 m3</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection consulte le plan des reseaux qui appelle une remarque concernant les eaux de toitures et de ruissellement du centre technique qui ne semblent pas être dirigées vers le bassin de confinement.</p> <p>Concernant le reste du site l'inspection n'a pas de remarque.</p> <p>L'exploitant présente la procédure de mise en oeuvre de la vanne d'isolement. Cette vanne peut être commandée au niveau du bassin ainsi qu'une niveau de 4 brises glace répartis sur le site. Le bassin de confinement est ouvert en fonctionnement normal, il reçoit les eaux pluviales et par bâchées les eaux issues du traitement des eaux industrielles après contrôle.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 18 décembre 2025, le contrôle réalisé le 25/09/25 sur les 4 brises glace qui conclut qu'ils sont opérationnels ainsi que le contrôle du 03/10/25 de la vanne d'orage.</p> <p>Au jour de la visite, le bassin est vide et dispose de sa pleine capacité. A la demande de l'inspection, la vanne de fermeture du bassin est actionnée. Le test est concluant.</p> <p>Au moment de la visite, de l'eau se déverse dans le bassin de rétention en quantité importante. En l'absence de pluie, il s'agit selon l'exploitant d'un déversement d'eaux issues du traitement des eaux industrielles. L'inspection prend note de l'heure 16h30 et <b><u>demande à l'exploitant de justifier du contrôle de la qualité des ces eaux avant rejet.</u></b></p>

L'exploitant a transmis par courriel du 18 décembre 2025, le contrôle réalisé le 10/12/25 sur les eaux traitées, celui-ci n'appelle pas de remarques.

**Constat :** L'exploitant doit justifier du bon confinement des eaux d'extinction du secteur centre technique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois